

La Francophonie

Instrument de la coopération internationale

A PRES le premier sommet francophone qui s'est tenu à Versailles en France au mois de février 1986, rendez-vous a été pris à Québec au Canada à l'automne prochain.

D'ores et déjà, cette future grande rencontre qui réunira, de nouveau, les chefs d'Etat ayant en commun l'usage de la langue française, se prépare avec intensité.

L'objectif est de faire prospérer un patrimoine commun pour la communauté du monde la plus diverse.

L'idée d'organiser l'espace francophone, en effet, n'est pas nouvelle. Déjà dans les années 60, avec la mise en place de l'Union Africaine et Malgache par l'ancien président Léopold Sédar Senghor, la perspective d'une communauté francophone devenait une réalité en Afrique noire.

Cette volonté sera appuyée par les efforts constants entrepris de l'autre côté de l'Atlantique. L'idée de la Francophonie fait alors son chemin au Canada. C'est de là, d'ailleurs, qu'elle prendra son nouvel essor.

C'est ainsi que peu à peu, à travers le monde, il y a une résurgence autour du projet de la Francophonie. Il n'est plus seulement l'affaire de quelques intellectuels. Mais, en réalité, aujourd'hui, la fulgurante progression de l'espace francophone est due à un recentrage de la question.

Certes, en dépit des menaces linguistiques du monde anglo-saxon, le monde francophone fait face. Mieux, il y a même lieu d'être optimiste pour l'avenir de l'expression française. En effet, outre les 120 millions de personnes qui, en 1987, parlent français les statistiques projettent pour l'an 2000 le chiffre de quelque 170 à 200 millions d'individus s'exprimant en langue française dans la répartition suivante : 52,6 % pour l'Afrique, 39,4 % pour l'Europe, 7,4 % pour l'Amérique et 0,7 % pour l'Asie. Ainsi dans les quatorze prochaines années,

Banque internationale d'information

Dans le cadre de l'application des décisions du premier sommet de la Francophonie tenu à Paris en février 1986, le Canada a initié un projet important visant à constituer une banque internationale d'information sur les Etats francophones.

Ce projet vise essentiellement à regrouper des informations bibliographiques sur les Etats membres, extraites des fichiers manuels et informatisés, le cas échéant, des bibliothèques nationales, universitaires et spécialisées de chaque pays, à les traiter et à les rendre accessibles aux Etats membres en assurant une diffusion sur divers supports conformément aux structures d'accueil particulier à chaque pays.

Dans le contexte du sommet de la francophonie et l'échelle internationale, ce projet d'inventaire bibliographique est important dans la mesure où sa réalisation permettra aux pays de la francophonie de normaliser la saisie, le traitement et la diffusion des données bibliographiques en vue d'un accès universel aux documents.

la langue française devrait progresser plus que toute autre langue indo-européenne, l'anglais y compris.

Mais pour relever le défi francophone nouveau, la voie s'est ouverte sur le pragmatisme. L'organisation de l'espace francophone, aujourd'hui, signifie l'élaboration de plans de développement en prenant en considération les données culturelles propres à chaque société. Ne dit-on pas que le développement culturel est le correctif qualitatif de... tout développement.

La promotion de la Francophonie est sûre, maintenant, dans la mesure

où elle repose sur la promotion culturelle de chaque pays. En effet, la Francophonie est synonyme d'utilisation commune de la langue française et non de maintien de tutelle quelconque.

Partant de cette considération, la langue française devient un instrument de dialogue des cultures, de la recherche et de la communication internationale. C'est dans ce sens qu'il faut approuver aussi la décision des pays francophones de lier une nécessaire solidarité avec les autres langues et de la latinité et de l'arabe par des enseignements réciproques.

Marie Louise BENGA

Journaliste sénégalaise

Formation à distance au management

L'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature du Sénégal, l'Ecole nationale d'Administration de Côte d'Ivoire et l'Ecole nationale d'Administration publique du Québec viennent de démarrer un projet pilote de formation à distance aux techniques de management adopté dans le cadre du premier Sommet de la Francophonie, tenu en février 1986, à Versailles. Le Canada s'est vu confié la mise en œuvre du projet dont l'objectif est d'assurer, par le biais de technologies appropriées, la formation continue des cadres gestionnaires.

Conformément aux protocoles d'entente, le «programme intégré de management» sera appliqué par le moyen des techniques de vidéo-communications mises au point par la Télé-Université du Québec et la Corporation pour l'avancement des nouvelles approches des langues.

Ce programme d'une durée de 90 heures est une première et le degré de sa réussite pourrait bien influencer l'utilisation des médias pour l'enseignement à distance dans les années futures.